

POLITIQUE

politique.union@sonapresse.com

Un émissaire équato-guinéen reçu par Oligui Nguema

LUCAS Abaga Nchama, ministre équato-guinéen de la Présidence du gouvernement, porteur d'un message écrit de son président, Teodoro Obiang Nguema Mbasogo, à son homologue gabonais, a été reçu, hier au palais du bord de mer, par le chef de l'État, Brice Clotaire Oligui Nguema.

O'N.
Libreville/Gabon

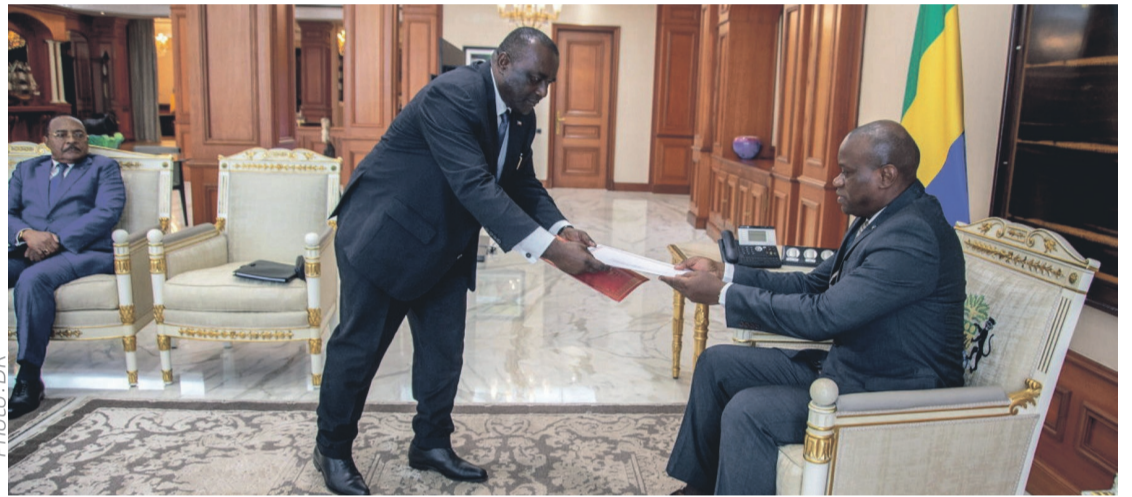
Le président de la Transition, le général Brice Clotaire Oligui Nguema, s'est entretenu, hier au Palais du bord de mer, avec le ministre équato-guinéen de la Présidence du gouvernement, chargé de l'Intégration régionale, Lucas Abaga Nchama. Ce dernier était porteur d'un message du président Teodoro Obiang Nguema Mbasogo au chef de l'État gabonais.

Saisissant l'occasion de cette rencontre qui s'inscrit dans le cadre des consultations régulières entre le Gabon et la

Guinée équatoriale, le président de la République et son hôte ont fait le point des relations de coopération entre leurs deux pays. Non sans déterminer les stratégies pouvant permettre la consolidation et la diversification des échanges entre Libreville et Malabo.

Il faut souligner qu'au cours de cet entretien, les questions d'actualité sous-régionale et internationale n'étaient pas en reste. Le Gabon et la Guinée équatoriale qui ont une convergence de vues sur plusieurs sujets liés à la sécurité et au développement, entendent hisser à un niveau encore plus élevé leur coopération.

Rappelons que la rencontre



Le chef de l'État recevant le message de son homologue équato-guinéen.

d'hier intervient après plusieurs visites du président Brice Clotaire Oligui Nguema en

Guinée équatoriale depuis son arrivée à la tête du Gabon. Et à chaque fois, il a échangé en

tête-à-tête avec le numéro un équato-guinéen Teodoro Obiang Nguema Mbasogo.

"Alternance 2023" s'y prépare également !

YFI
Libreville/Gabon

Bien que les clivages (Ndlr : Majorité et Opposition) aient été mis sous cloche par le Comité pour la transition et la restauration des institutions (CTRI), les partis ou regroupements politiques n'ont pas pour autant disparu de la scène politique comme semble le penser une bonne frange de la société gabonaise. Pour preuve, Guy-Roger Aurat Reteno, tout nouveau président en exercice du regroupement "Alternance 2023" a effectué récemment sa première sortie.

Pour la circonstance, il s'est rendu au siège du Rassemblement pour la patrie et la modernité (RPM), la formation politique d'Alexandre Barro Chambrier. Les deux acteurs politiques ont tout naturellement passé au peigne fin la transition politique en cours. À ce propos "Alternance 2023" ne compte pas ramer à contre-courant de l'histoire. À en croire la nouvelle

tête de file de ce regroupement, "il est impérieux de discuter de l'avenir pour éviter de retomber dans les travers décriés sous l'ancien régime".

Une vision clairement partagée par son hôte, non moins ancien candidat à la dernière présidentielle avant de se désister au profit du Pr Albert Ondo Ossa. "Nous allons continuer à travailler ensemble dans l'intérêt du Gabon. Nous avons beaucoup parlé des échéances qui se présentent, notamment ce Dialogue national. Nous serons fin prêts pour apporter nos contributions", a déclaré Alexandre Barro Chambrier.

Outre le Dialogue national en gestation, ladite rencontre entre les deux personnalités est à mettre à l'actif des relations entre formations politiques alliées. Pour rappel, la "Réappropriation du Gabon, de son indépendance pour sa reconstruction" (RÉAGIR) de Guy-Roger Aurat Reteno et le RPM, ainsi que d'autres écuries politiques ont fait bloc à la dernière présidentielle contre le pouvoir déchu.

La BAD lève ses sanctions à l'encontre du Gabon

UNE mesure qui récompense les efforts déployés par le président Brice Clotaire Oligui Nguema pour trouver des solutions aux problèmes des populations et restaurer la crédibilité financière de notre pays.

L-JN
Libreville/Gabon

C'est une nouvelle à fort impact économique et financière voire diplomatique. La banque africaine de développement (BAD) a décidé de lever les sanctions en l'encontre du Gabon. La décision est contenue dans un mémorandum daté du 6 novembre 2023, dont copie nous est parvenue. Ce document "relatif à l'application des sanctions sur les pays membres régionaux en situation d'arriérés sur les prêts du Groupe de la Banque", est aussi perçu comme une "récompense" pour les efforts déployés par notre pays. Notamment, le chef de l'État, le général Brice Clotaire Oligui Nguema qui s'emploie à trouver les voies et moyens de faire bouger les choses, dans le cas d'espèce, à restaurer la crédibilité financière de notre pays.

Car, contrairement aux idées

répandues par certains acteurs, et non des moindres, arguant régulièrement de la difficulté, pour le Gabon de sortir de son étai financier et de son isolement, c'est la preuve qu'il n'y a rien d'insurmontable.

En effet, suite au récent règlement par notre pays de ses arriérés auprès de cet important partenaire financier multilatéral qui accompagne le Gabon depuis plusieurs années dans le financement de nombreux projets, les choses sont allées bien vite. Un tel résultat n'a été possible que grâce à l'engagement commun de certains acteurs qui ont décidé de jouer la même partition dans l'avancement ou résolution de ce dossier financier. Cette démarche est celle que préconise durablement le président de la Transition qui exhorte l'ensemble des acteurs à oeuvrer de concert pour trouver des solutions et répondre aux attentes nombreuses des

Gabonais.

C'est le message délivré hier en Conseil des ministres par le président de la Transition, appelant l'ensemble des membres du gouvernement à respecter les règles et principes qui doivent guider l'action du gouvernement. Il s'agit en clair, à travers cette invite, de rappeler aux uns et autres membres de ce pan de l'Exécutif de la Transition toute l'importance de la rigueur, l'impartialité et la solidarité gouvernementale, comme principale boussole. Ceux-ci doivent avoir donc à l'esprit pour seuls objectifs la réussite de la Transition et le bonheur du peuple gabonais, loin des intérêts égoïstes et autres ambitions ou calculs politiques, soient-ils légitimes. Une orientation présidentielle qui devrait, à tout le moins, recadrer ceux tentés de naviguer à contre courant, oubliant l'objectif premier durant cette phase transitionnelle.